



AFIC

L'épargne et le financement de l'économie

Résultats de l'étude quantitative

Rapport du 02 septembre 2013

BJ9477

A : L' AFIC

De : OpinionWay – Charles-Henri d'Auvigny / Pascal Novais

OpinionWay

15 place de la République 75003 Paris

Tél : 01 78 94 90 00

Méthodologie



Le dispositif en quelques mots



Mode de recueil

Online, sous système CAWI (Computer-Assisted Web Interview)



Cible

Les individus âgés de 18 ans et plus



Tailles d'échantillon

Echantillon de 1000 individus âgés de 18 ans et plus, représentatif de la population française selon la méthode des quotas



Questionnaire

3 minutes de questionnaire



Condition de diffusion et de réalisation

- ▶ **Conditions de diffusion de l'étude** : les résultats de cette étude sont **l'entière propriété de l'« AFIC »** qui peut s'il le souhaite en faire une diffusion totale ou partielle qui **sera soumise pour validation à OpinionWay**. En outre toute diffusion à des fins de reprise presse devra comporter un **encart** rappelant que l'étude a été **réalisée par OpinionWay**, la **méthodologie précise** (mode de recueil, taille d'échantillon et mode de représentativité) ainsi que les **dates de recueil des données**.
- ▶ **Application de la norme ISO** : OpinionWay a réalisé ce projet /cette étude en appliquant les procédures et règles de la norme ISO 20252.



Résultats



Aux yeux des Français, l'épargne des ménages doit avant tout servir à créer de l'emploi et à soutenir l'économie, notamment locale, ...

Base totale

Q1 : Pour chacune des affirmations suivantes, dites-nous si vous êtes tout à fait, plutôt, plutôt pas, pas du tout d'accord.

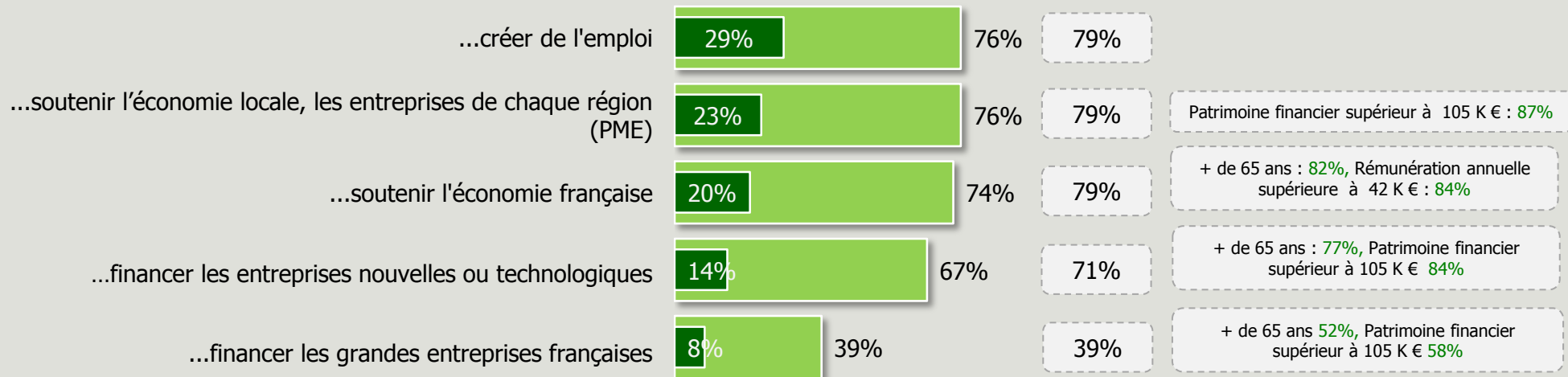
Selon vous, l'épargne des ménages placée à moyen ou long termes doit permettre, en plus de produire un rendement pour l'épargnant, de...



1000 individus



% D'accord



Tout à fait d'accord

ST D'accord (Tout à fait d'accord, Plutôt d'accord)



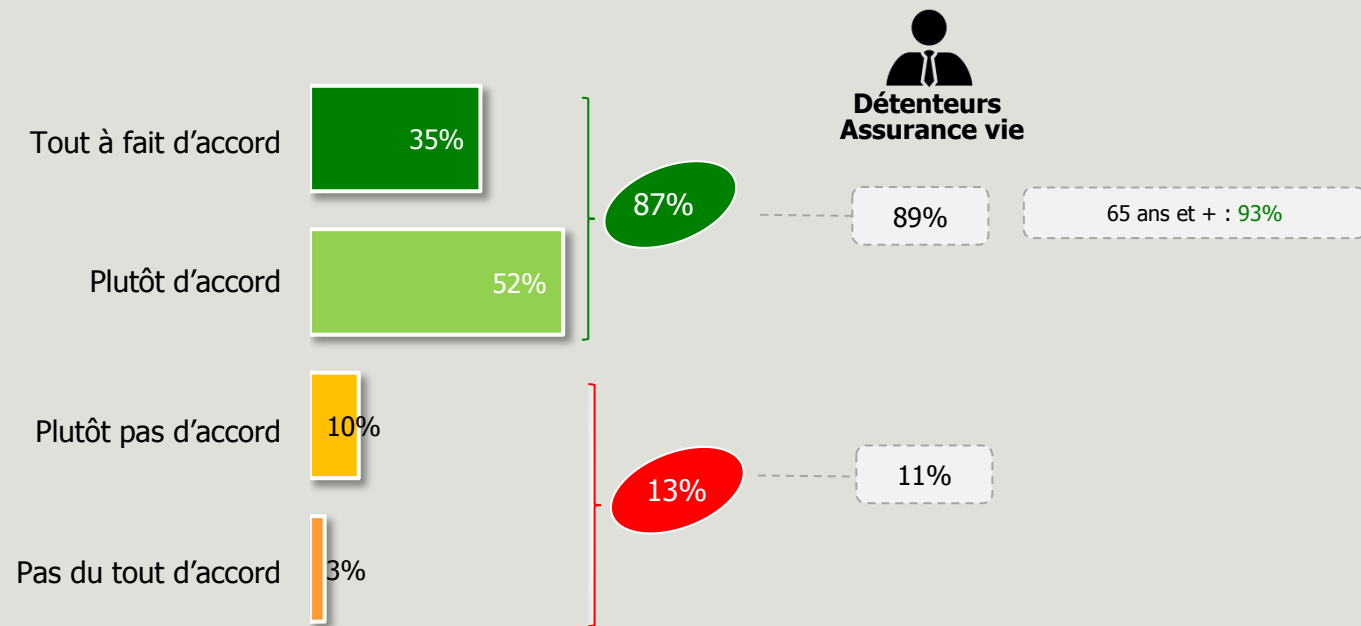
...et cela passe notamment par un soutien plus actif de la part des banquiers et des assureurs.

Base totale

Q2 : Pensez-vous que les banquiers et les assureurs doivent jouer un rôle plus actif pour que l'épargne française vienne utilement soutenir le développement des entreprises ?



1000 individus

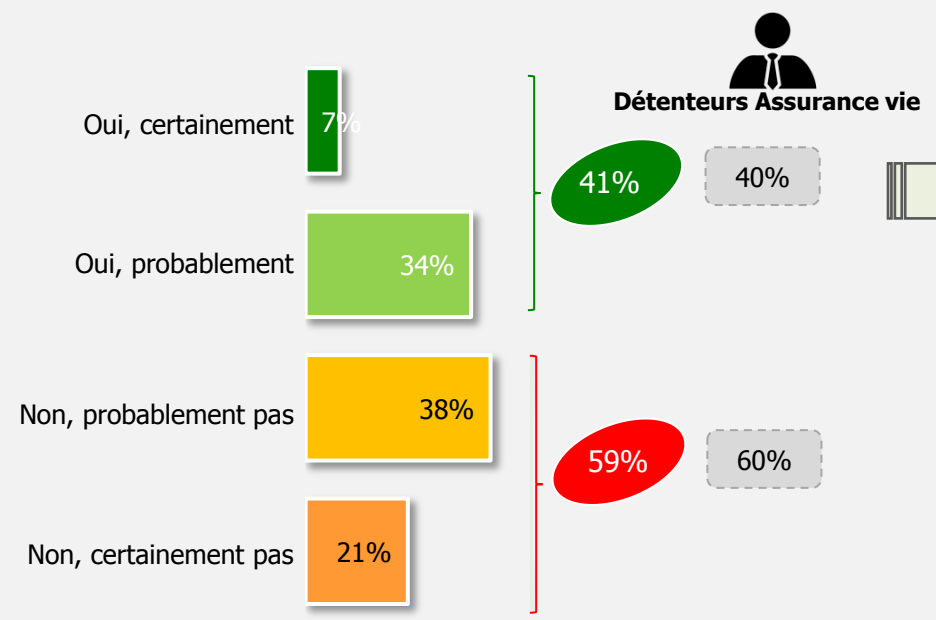


Les Français demeurent partagés face au risque que représente un placement à rendement variable. Cependant, le fait de financer l'économie et la perspective d'un meilleur retour sur investissement sont des arguments qui suffisent à convaincre 40% des Français de franchir le pas. Le constat est le même pour les détenteurs d'assurance-vie. Ce chiffre se révèle particulièrement significatif au regard de la part des Français détenant actuellement un portefeuille d'actions, 12%.

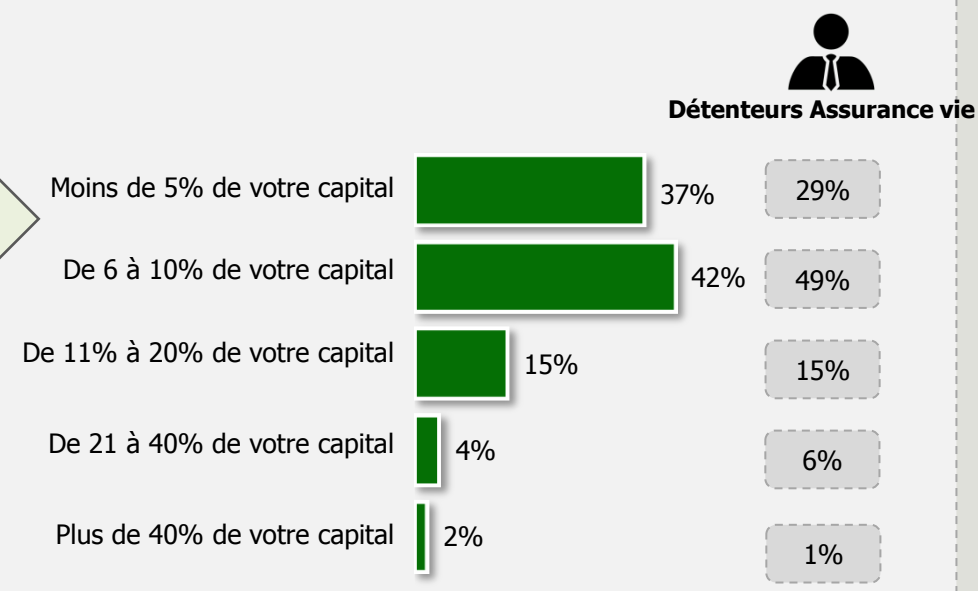
Base totale



Q3 : Dans un contexte de baisse de rentabilité des placements dits sûrs (livret A à 1,25%), seriez-vous prêt à consacrer une part de votre épargne à des placements aux rendements variables pour financer les entreprises et vous offrir la possibilité de bénéficier d'un meilleur rendement?



Q4 : Quelle part approximative de votre capital seriez-vous prêt à placer sur des placements aux rendements variables pour financer les entreprises ?



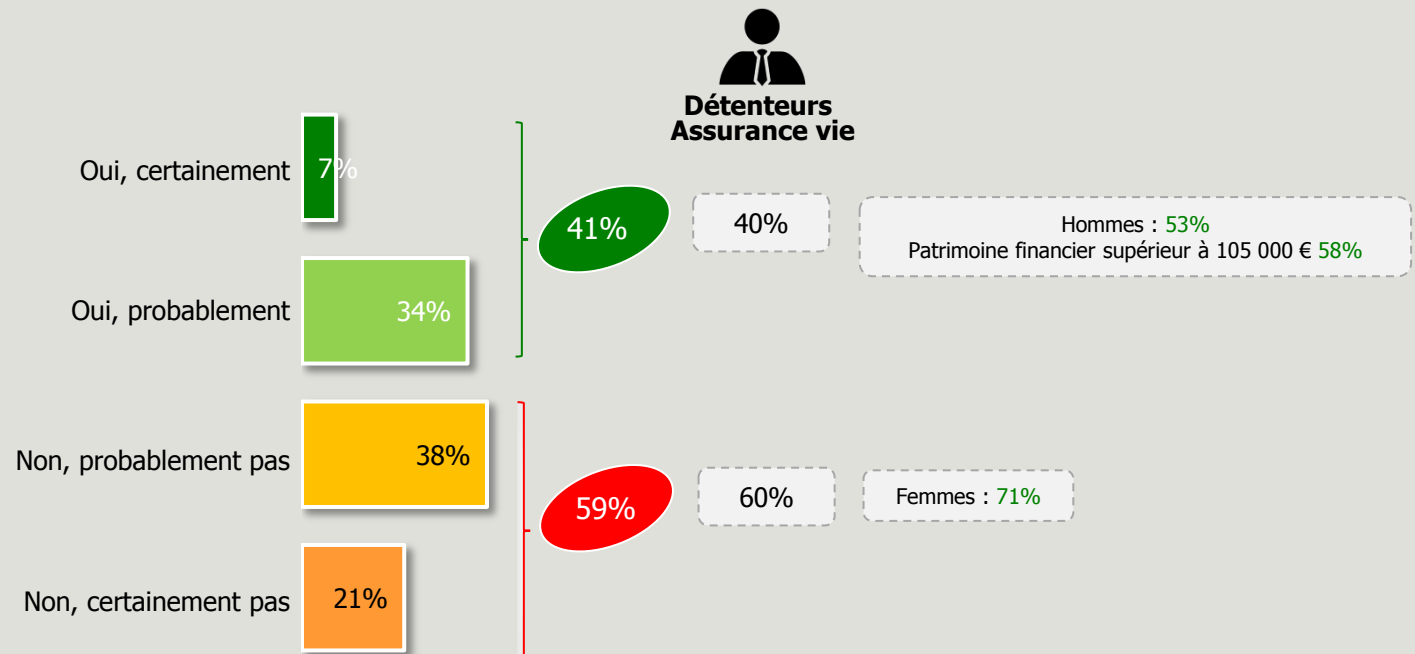
A noter : les populations les plus aisées ainsi que les hommes s'avèrent être les populations les plus enclines à prendre des risques en plaçant une part de leur épargne sur des placements à rendement variable.

Base totale

Q3 : Dans un contexte de baisse de rentabilité des placements dits sûrs (livret A à 1,25%), seriez-vous prêt à consacrer une part de votre épargne à des placements aux rendements variables pour financer les entreprises et vous offrir la possibilité de bénéficier d'un meilleur rendement?



1000 individus



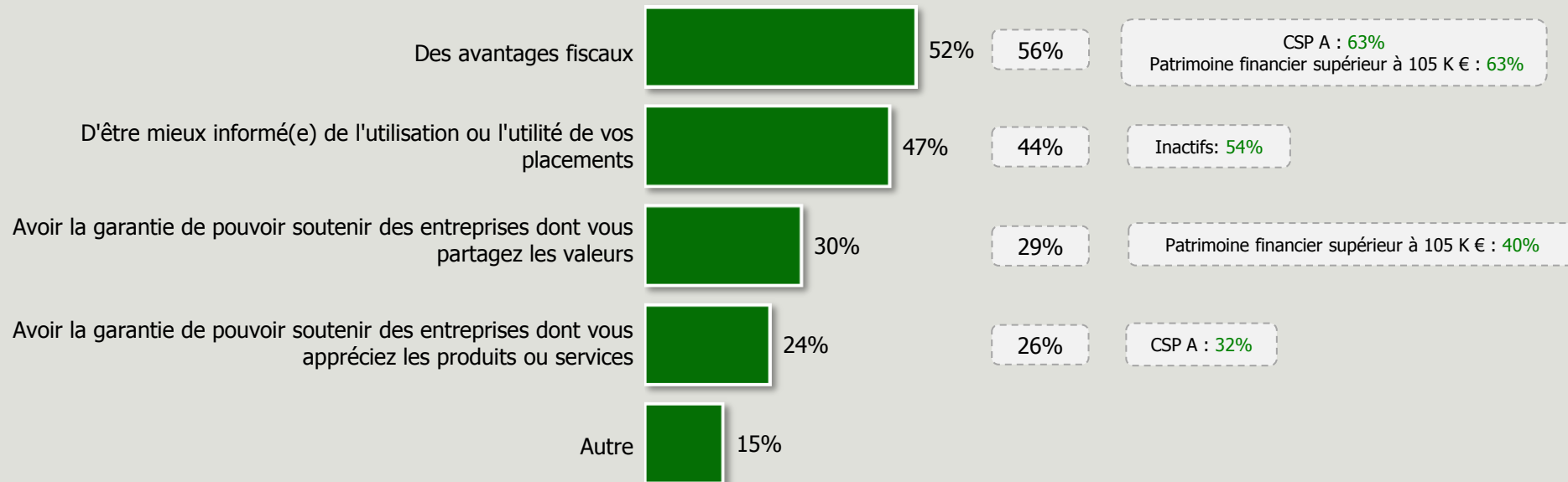
En matière de placement à rendement variable, deux facteurs incitatifs se détachent : des avantages fiscaux et une information plus transparente s'avèrent être les 2 principaux leviers

Base totale

Q5 : Quels facteurs pourraient vous inciter à placer une part plus importante de votre capital sur des placements aux rendements variables ?



1000 individus



Le fait de conditionner les avantages fiscaux de l'assurance-vie à un investissement non garanti au profit de l'économie apparaît comme une mesure légitime aux yeux d'une majorité de Français (51% au global). A noter, cette proportion augmente significativement auprès des Français les plus aisés puisque près de 2/3 d'entre eux considèrent cette mesure comme étant légitime.

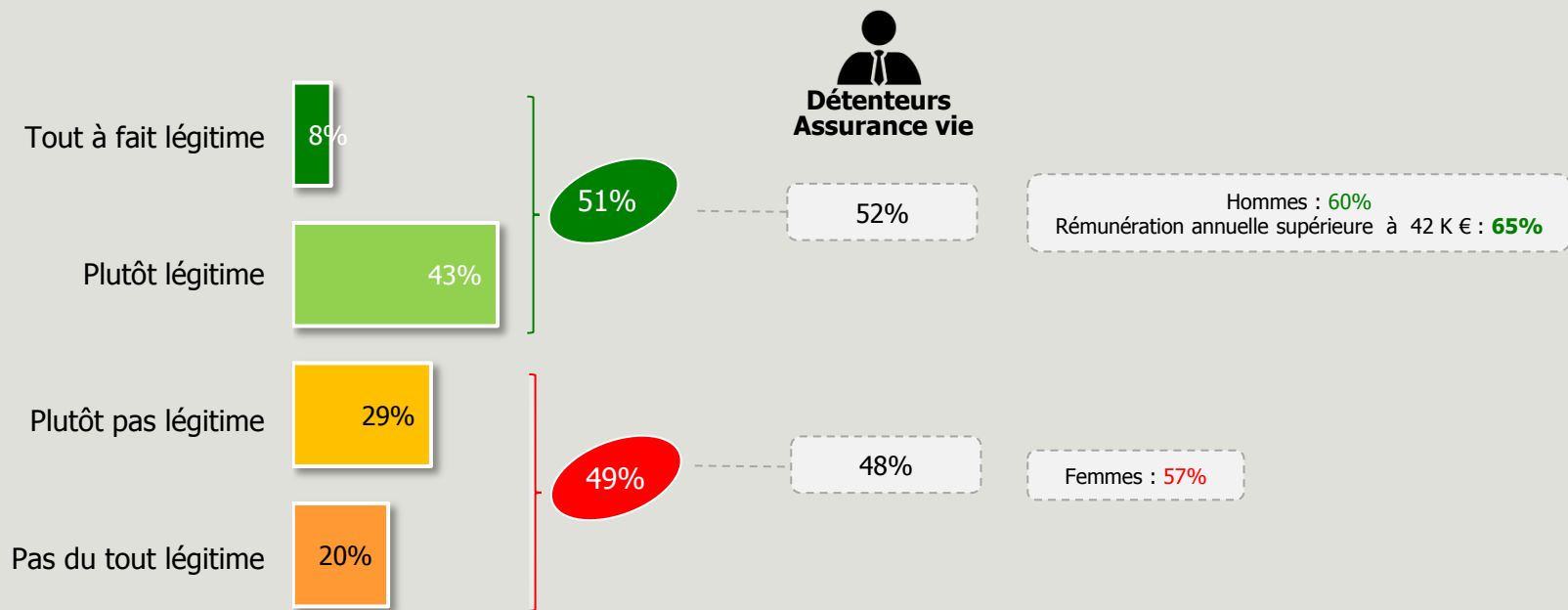
Base totale

Q6 : L'assurance vie est un placement qui permet de bénéficier d'avantages fiscaux sur les revenus générés (taux forfaitaire très réduit), et sur les successions (exonération de droits).

Si demain, pour relancer l'économie française, les avantages fiscaux de l'assurance vie étaient maintenus à la condition qu'une petite partie non garantie du capital de l'assurance vie (5%) soit investie au capital de PME et d'entreprises innovantes, trouveriez-vous cela... ?



1000 individus



Points principaux

Points principaux

- Au final, **la création d'emploi** et **le soutien de l'économie locale** s'avèrent être les 2 principaux objectifs associés au placement de l'épargne des ménages. Dans ce contexte, un **rôle plus actif des banquiers et des assureurs** en matière de soutien de l'économie apparaît comme un facteur important (pour plus de 4 français sur 5)
- En dépit d'un contexte de baisse de rentabilité des placements dit sûrs, **la part des Français désireux** d'allouer une part de leur épargne dans des **placements aux rendements variables** que ce soit pour financer les entreprises ou pour obtenir un meilleur rendement **demeure minoritaire pour le moment** (41%). Toutefois, ce chiffre se révèle particulièrement significatif au regard de la part des Français détenant actuellement un portefeuille d'actions, 12%.
- Des facteurs incitatifs existent :
 - ✓ **Les avantages fiscaux**, notamment aux yeux des populations les plus aisées.
 - ✓ **Davantage d'information, de transparence quant à l'utilisation de l'argent placé**
- **Concernant l'assurance vie** et en particulier le fait de **conditionner les avantages fiscaux** dont bénéficie ce placement **à un investissement non garanti au profit de l'économie, les Français sont une majorité à considérer cette mesure comme légitime** (51%). Cette proportion passe à près de **2/3 au sein des français les plus aisés.**

